



REPUBLIQUE DU BENIN
Fraternité- Justice - Travail



MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNIVERSITE NATIONALE DES SCIENCES, TECHNOLOGIES, INGENIERIE ET MATHEMATIQUES

ECOLE DOCTORALE DES SCIENCES, TECHNOLOGIES, INGENIERIE ET MATHEMATIQUES

&

CODE UE :

EDU2273

INTITULE UE:

1EDU2273 Sociologie de l'Education et Réalités de l'EFTP

Responsable de l'UE :

Correction et Edition : Dr (MC) Jean Marc GNONLONFOUN

Introduction générale du cours

L'éducation, loin d'être une simple transmission de savoirs, est un fait social total. Elle reflète, reproduit, mais aussi transforme les sociétés qui la portent. En Afrique de l'Ouest, les systèmes éducatifs, et plus particulièrement l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP), se développent au cœur de dynamiques sociales complexes, souvent marquées par des enjeux d'inégalités, de tensions identitaires, de politiques publiques fragiles, mais aussi d'aspirations profondes à la reconnaissance, à l'insertion et à la transformation sociale.

Ce cours propose d'entrer dans une lecture sociologique de ces réalités éducatives. Autrement dit, il s'agit ici de décoder l'école, la formation, les parcours d'apprentissage, les attentes des familles, les représentations des métiers, les politiques de réforme... comme autant de phénomènes sociaux, traversés par des rapports de pouvoir, de culture, de classe, de genre et d'histoire. La sociologie de l'éducation nous aide à comprendre comment ces dimensions interagissent, se renforcent ou se contredisent, dans le cadre spécifique des sociétés ouest-africaines.

L'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle occupent une place particulière dans ce paysage. Longtemps marginalisés ou considérés comme des voies de relégation, ces dispositifs connaissent aujourd'hui un regain d'intérêt, portés par la nécessité d'une meilleure adéquation entre formation et emploi. Mais pour penser leur efficacité, leur sens et leur évolution, il ne suffit pas d'envisager des réformes techniques : il faut interroger les conditions sociales de leur mise en œuvre. Qui forme-t-on, pour quel avenir, avec quelles attentes, dans quelles conditions d'enseignement, et avec quelles représentations sociales des métiers et des savoirs ?

Ce cours vise donc à outiller les étudiants pour lire, comprendre, questionner et agir dans ce champ. Il s'appuiera à la fois sur des apports théoriques, des exemples concrets, des études de cas, et des travaux pratiques ancrés dans les réalités des systèmes éducatifs ouest-africains. Au fil des chapitres, les étudiants seront amenés à interroger les logiques

qui façonnent l'EFTP aujourd'hui, à identifier les obstacles structurels et culturels à son développement, mais aussi à proposer des pistes d'action sociologiquement éclairées.

C'est dans cette perspective critique, contextualisée et engagée que se déploiera notre réflexion collective.

ENSET MRTDDEFTP

Chapitre 1 – Fondements de la sociologie de l'éducation en Afrique de l'Ouest

Définition et objets de la sociologie de l'éducation

La sociologie de l'éducation est une branche de la sociologie qui s'intéresse aux relations entre l'école et la société. Elle ne se limite pas à observer l'institution scolaire comme un simple lieu de transmission des savoirs, mais l'interroge en tant que produit social, espace de reproduction des inégalités, mais aussi levier potentiel de changement. Elle analyse les pratiques éducatives, les trajectoires scolaires, les rapports entre enseignants et apprenants, les politiques éducatives, les choix d'orientation, les valeurs transmises et les normes en jeu dans le processus éducatif.

Dans une approche sociologique, l'éducation ne se comprend jamais en dehors de son contexte social, économique, politique et culturel. Elle est toujours liée à des logiques de pouvoir, à des formes de domination, à des aspirations collectives. On s'intéresse donc autant aux structures qui encadrent l'éducation qu'aux interactions concrètes qui s'y déroulent : comment les élèves vivent l'école, comment les familles l'investissent, comment les enseignants exercent leur autorité, comment les savoirs sont sélectionnés, valorisés ou marginalisés.

Dans le contexte ouest-africain, ces objets prennent une dimension encore plus spécifique, tant les systèmes éducatifs y sont traversés par des tensions historiques, postcoloniales, identitaires, linguistiques et économiques. C'est pourquoi la sociologie de l'éducation constitue une entrée précieuse pour comprendre l'EFTP dans ses enjeux les plus profonds.

Origines historiques et approches classiques

La sociologie de l'éducation s'est constituée comme champ d'étude au tournant du XXe siècle, en lien étroit avec l'essor des sciences sociales et la montée en puissance de l'école comme institution centrale dans les sociétés modernes. L'un des pionniers en la matière est Émile Durkheim, qui voyait dans l'éducation le moyen par lequel une société socialise

les nouvelles générations, transmet ses valeurs et assure sa cohésion. Il insistait sur le caractère normatif de l'école, chargée d'inculquer une morale collective.

À l'opposé ou en complément de cette vision fonctionnaliste, d'autres sociologues comme Pierre Bourdieu ont mis en lumière les mécanismes de reproduction sociale à l'œuvre dans les systèmes éducatifs. Loin d'être neutres, les écoles renforcent selon lui les inégalités sociales en valorisant les codes culturels des classes dominantes, ce qu'il désigne par le concept de "violence symbolique". Le capital culturel, les habitus, les trajectoires scolaires deviennent alors des outils pour comprendre pourquoi certains réussissent, tandis que d'autres échouent.

D'autres approches plus critiques ou interactionnistes, comme celles d'Howard Becker ou de Basil Bernstein, ont mis l'accent sur les étiquetages, les attentes différenciées envers les élèves, ou encore la construction sociale des compétences. Loin d'être des entités fixes, les identités scolaires se construisent dans les relations quotidiennes, les jugements portés, les discours dominants.

Ces courants ont longtemps été pensés à partir des réalités européennes ou nord-américaines. Mais ils ont aussi nourri des lectures plus contextualisées dans les sociétés postcoloniales, notamment en Afrique de l'Ouest, où la sociologie de l'éducation s'est peu à peu affirmée comme outil d'analyse critique des héritages coloniaux, des rapports Nord/Sud, des tensions identitaires ou des politiques d'africanisation des contenus scolaires.

Spécificités des contextes ouest-africains

L'Afrique de l'Ouest constitue un terrain d'analyse particulièrement fécond pour la sociologie de l'éducation. Les pays de la région partagent, malgré leurs différences, des traits communs liés à leur histoire coloniale, à la diversité culturelle et linguistique, aux inégalités d'accès à l'éducation, ainsi qu'aux enjeux liés à la démographie, au développement économique et à la mondialisation.

L'un des premiers éléments marquants réside dans le poids persistant des héritages coloniaux. La plupart des systèmes éducatifs ouest-africains ont été calqués sur des modèles européens, souvent sans réelle adaptation aux réalités locales. Ce legs continue d'influencer les contenus d'enseignement, les langues utilisées à l'école, les structures de formation et les représentations sociales de l'excellence scolaire. La question de la décolonisation des savoirs, aujourd'hui vivement discutée dans certains milieux académiques, y trouve une résonance directe.

Par ailleurs, l'Afrique de l'Ouest est une région marquée par une forte diversité culturelle et linguistique. Cette pluralité se reflète dans les parcours éducatifs, les rapports à l'autorité scolaire, les modes d'apprentissage, mais aussi dans les attentes sociales vis-à-vis de l'école. La question de la langue d'enseignement, en particulier, cristallise de nombreux débats, entre exigence de standardisation et valorisation des langues nationales.

Enfin, les réalités économiques influencent fortement l'expérience scolaire. Dans des contextes où la pauvreté est structurelle, où l'accès à l'école reste inégal et où les infrastructures éducatives sont souvent précaires, les parcours d'apprentissage sont fréquemment marqués par des ruptures, des abandons, des réorientations. L'éducation devient alors un espace de lutte symbolique et matérielle, où se joue l'avenir des jeunes et leur place dans la société.

Intérêts de la sociologie pour comprendre l'éducation et la formation

La sociologie permet d'adopter une posture d'analyse distanciée et critique face aux discours spontanés sur l'école. Elle aide à déconstruire les évidences, à interroger les logiques institutionnelles, les pratiques pédagogiques, les inégalités vécues, les représentations dominantes. Elle donne des outils pour ne pas prendre pour acquises les catégories d'analyse habituelles, comme "élève en échec", "école de qualité", "bonne orientation", etc., mais pour en comprendre les ressorts sociaux.

Appliquée à l'EFTP, la sociologie devient un levier pour révéler les non-dits, les préjugés, les rapports de force symboliques ou matériels qui pèsent sur la formation professionnelle.

Pourquoi certaines filières sont-elles plus valorisées que d'autres ? Quelles sont les attentes réelles des familles vis-à-vis de la formation technique ? Comment les apprenants vivent-ils leur formation, entre espoir d'insertion et sentiment de relégation ? Ces questions appellent des enquêtes de terrain, des observations, des récits, des analyses systémiques.

Dans le cadre de ce cours, la sociologie sera mobilisée non pas comme une théorie figée, mais comme un outil vivant d'analyse et d'action. Elle permettra aux futurs professionnels de l'éducation de mieux comprendre le sens de leur pratique, d'ajuster leurs approches, d'interroger leurs propres représentations, et de contribuer à la transformation des dispositifs éducatifs.

Lien entre éducation, société et transformation sociale

L'éducation n'est jamais neutre. Elle façonne les individus, mais aussi les sociétés. Elle transmet des savoirs, mais également des valeurs, des normes, des visions du monde. Elle peut contribuer à renforcer les hiérarchies sociales, comme elle peut servir d'instrument d'émancipation et de justice. C'est cette ambivalence fondamentale que la sociologie cherche à éclairer.

Dans les sociétés ouest-africaines, où les mutations sociales sont rapides et parfois chaotiques, le rôle de l'éducation devient encore plus central. Elle est au cœur des projets de développement, des discours politiques, des stratégies familiales, des aspirations des jeunes. La formation professionnelle, en particulier, est souvent présentée comme la clé de l'insertion, de la lutte contre le chômage, de la promotion sociale. Mais pour qu'elle remplisse effectivement ce rôle, il faut qu'elle soit pensée à partir des réalités vécues, des besoins exprimés, des tensions observées.

C'est là que la sociologie trouve toute sa pertinence : elle permet de faire le lien entre les individus et les structures, entre les pratiques concrètes et les politiques éducatives, entre les aspirations subjectives et les conditions sociales objectives. Elle offre un cadre pour

penser l'éducation comme levier de transformation, mais aussi pour rester lucide sur les limites, les contradictions, les résistances.

À travers ce premier chapitre, les fondements ont été posés. Les suivants permettront d'entrer plus en profondeur dans l'analyse des systèmes éducatifs ouest-africains, en mobilisant la sociologie comme boussole critique et outil de compréhension des réalités de l'EFTP.

Travail individuel – Devoir : Analyse d'un fait éducatif sous l'angle sociologique

Consigne :

À partir de votre propre expérience ou d'un fait d'actualité lié à l'éducation ou à la formation au Bénin ou dans un pays ouest-africain (ex. grève d'enseignants, réforme éducative, problème d'orientation, perception d'une filière, etc.), vous rédigerez un court dossier (3 à 4 pages maximum) dans lequel vous mobiliserez les concepts de base de la sociologie de l'éducation.

Vous devrez :

- Présenter le fait éducatif choisi (contexte, acteurs, enjeux)
- Montrer en quoi il constitue un objet sociologique
- Proposer une analyse en mobilisant **au moins deux approches ou concepts vus dans le chapitre** (par exemple : reproduction, socialisation, norme, habitus, etc.)
- Conclure par une réflexion critique ou une question ouverte

Format attendu : Document Word, 3 à 4 pages, police lisible, interligne 1,5.

Travail de groupe – TP : Enquête filmée sur les représentations sociales de l'EFTP

Consigne :

En petits groupes (3 à 4 personnes), réalisez une **mini-enquête qualitative filmée** sur les représentations sociales de la formation technique et professionnelle dans votre environnement (quartier, famille, communauté, campus, etc.).

Vous devrez :

- Identifier un public (jeunes, adultes, parents, artisans, etc.)
- Préparer une courte grille d'entretien avec 4 ou 5 questions clés (ex. : Que pensez-vous de la formation professionnelle ? Est-elle valorisée ? Quels métiers sont jugés "importants" ?)
- Réaliser au moins 3 entretiens filmés (1 à 2 minutes chacun) dans le respect du consentement
- Produire une capsule vidéo de synthèse de 5 minutes **maximum** présentant vos principaux constats sociologiques
- Dans la vidéo, intégrer quelques extraits des entretiens et vos commentaires analytiques

Format attendu : Vidéo finale montée (5 minutes max, format .mp4 ou .mov), à remettre via lien Drive ou clé USB. Tous les membres du groupe doivent participer.

Chapitre 2 – Structures éducatives, acteurs et politiques publiques

Organisation des systèmes éducatifs ouest-africains

Les systèmes éducatifs en Afrique de l'Ouest se sont constitués au fil de l'histoire coloniale, postcoloniale, puis à travers les réformes successives engagées depuis les années 1960. Ils partagent un certain nombre de caractéristiques structurelles, bien qu'il existe des spécificités nationales importantes. De manière générale, l'organisation de l'éducation repose sur une division en cycles (primaire, secondaire, supérieur) et, en parallèle, sur un sous-système dédié à la formation technique et professionnelle.

Le modèle dominant reste hérité des anciennes puissances coloniales : francophone dans les pays ayant appartenu à la sphère française (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, etc.), anglophone ailleurs. Ce modèle influence encore aujourd'hui les contenus, les méthodes d'enseignement, les systèmes d'évaluation et les logiques de progression des élèves.

Cependant, ces systèmes souffrent souvent d'une complexité institutionnelle croissante, avec une multiplication des ministères, directions, agences spécialisées, écoles et programmes, parfois sans véritable coordination. Cela crée une certaine lourdeur bureaucratique et complique la mise en œuvre cohérente des politiques éducatives. De plus, les articulations entre les voies générale et professionnelle restent souvent peu lisibles, ce qui limite les possibilités de passerelles et d'orientation flexibles pour les apprenants.

Rôles et responsabilités des acteurs (État, partenaires, familles, ONG)

L'éducation est un champ où se croisent de nombreux acteurs, chacun porteur de logiques, de priorités et de contraintes différentes. L'État, en tant que garant du droit à l'éducation, conserve la responsabilité principale du pilotage du système : il fixe les orientations politiques, conçoit les programmes, assure la formation initiale des enseignants, construit les infrastructures et gère en grande partie les examens et diplômes.

Mais il ne peut agir seul. Les partenaires techniques et financiers (PTF), tels que la Banque mondiale, l'UNESCO, l'Union européenne, jouent un rôle majeur, notamment dans le financement des réformes, la production de statistiques ou le soutien à des projets pilotes. Les ONG interviennent souvent en complément, notamment dans les zones rurales ou marginalisées, en soutenant l'accès à l'éducation des publics vulnérables, en développant des initiatives alternatives ou en militant pour des causes éducatives spécifiques (genre, inclusion, environnement, etc.).

Les familles, quant à elles, restent un acteur de première ligne, notamment dans le choix des établissements, l'accompagnement des enfants et la perception de la valeur de l'éducation. Leur rôle est souvent ambivalent : elles peuvent à la fois soutenir l'école et la délégitimer, selon leur propre histoire scolaire, leur vision des filières techniques ou leurs contraintes économiques.

Enfin, les communautés locales, les chefs traditionnels, les élus, les associations de parents d'élèves, les syndicats d'enseignants, participent également au jeu éducatif, chacun selon son pouvoir d'influence. Ces multiples acteurs peuvent coopérer, mais aussi entrer en conflit, rendant parfois difficile la mise en œuvre d'une gouvernance unifiée.

Logiques institutionnelles et gouvernance de l'éducation

La gouvernance de l'éducation en Afrique de l'Ouest est souvent marquée par une double tension : entre centralisation et déconcentration, d'une part ; entre normes internationales et réalités locales, d'autre part.

D'un côté, les ministères de l'Éducation ou de l'EFTP conservent un pouvoir central très fort, notamment en matière de définition des programmes, de nomination des responsables, ou de gestion des examens. Cela assure une certaine cohérence nationale, mais limite aussi les marges d'adaptation locale. D'un autre côté, les tentatives de décentralisation ou de déconcentration (création d'académies, de directions départementales, de conseils de gestion scolaire) visent à rapprocher les décisions des

réalités du terrain, mais peinent souvent à se traduire en pratiques efficaces, faute de moyens ou de clarté dans la répartition des rôles.

La gouvernance éducative se heurte aussi à des logiques concurrentes : pression pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), nécessité d'intégrer les standards internationaux (PISA, compétences de vie, etc.), volonté politique locale, mais aussi inerties administratives, résistances syndicales ou désengagement communautaire. Dans ce jeu d'acteurs et d'objectifs parfois contradictoires, la cohérence de l'action éducative n'est jamais acquise.

Réformes éducatives récentes et enjeux politiques

Depuis les années 2000, de nombreux pays ouest-africains ont engagé des réformes éducatives majeures. Il peut s'agir de réformes de contenus (intégration des compétences de vie, des technologies numériques, de l'entrepreneuriat), de structures (création de nouvelles filières d'EFTP, diversification de l'offre de formation), ou encore de gouvernance (partenariats public-privé, contractualisation, pilotage par les résultats).

Ces réformes s'inscrivent souvent dans des cadres stratégiques nationaux ou régionaux, comme les Plans Sectoriels de l'Éducation, les politiques d'orientation professionnelle ou les stratégies pour l'éducation inclusive. Elles sont également encouragées, voire impulsées, par les partenaires internationaux.

Toutefois, leur mise en œuvre rencontre de nombreux obstacles : faible appropriation locale, manque de formation des acteurs de terrain, lourdeur des procédures, inadéquation avec les attentes sociales, faible mobilisation des ressources internes. En outre, l'éducation reste un champ fortement politisé, où les annonces symboliques peuvent primer sur les réformes structurelles. Les changements de ministres, les alternances politiques ou les tensions sociales (grèves, contestations, crises sécuritaires) peuvent remettre en cause les dynamiques engagées.

Financement et priorités budgétaires de l'éducation et de l'EFTP

Le financement de l'éducation en Afrique de l'Ouest demeure un enjeu crucial. Malgré des efforts consentis par certains États pour augmenter la part du budget national allouée à l'éducation, les ressources restent souvent insuffisantes pour répondre à la croissance démographique, au besoin de rénovation des infrastructures, à l'amélioration de la qualité pédagogique ou au développement de l'EFTP.

L'EFTP souffre particulièrement de ce sous-financement. Moins valorisée que les filières générales, elle reçoit souvent une part marginale du budget éducatif, alors même qu'elle nécessite des équipements coûteux, des plateaux techniques adaptés, des stages en entreprise et une formation continue des formateurs.

La dépendance aux financements extérieurs, bien qu'indispensable, pose également la question de la durabilité des politiques éducatives. Lorsque les projets s'arrêtent avec la fin des financements, les réformes risquent de ne pas être consolidées. Par ailleurs, les choix budgétaires reflètent aussi des arbitrages politiques : entre investissement dans les zones urbaines ou rurales, dans le primaire ou le supérieur, dans l'école publique ou les établissements privés sous contrat.

Une lecture sociologique du financement éducatif permet ainsi de mettre en lumière les rapports de pouvoir qui s'y jouent, les groupes qui en bénéficient, les priorités implicites des politiques publiques, et les écarts entre discours et réalités.

Travail individuel – Devoir : Lecture critique d'un document de politique éducative

Consigne :

Choisissez un document officiel de politique éducative (ex. : Plan Sectoriel de l'Éducation de votre pays, stratégie nationale pour l'EFTP, programme de réforme de l'enseignement secondaire, etc.). À partir de ce document, rédigez un dossier d'analyse critique en 4 à 5 pages.

Vous devez :

- Présenter le document (origine, date, contexte, objectifs affichés)
- Identifier les principaux acteurs concernés et les priorités formulées
- Analyser les enjeux politiques sous-jacents (impacts sociaux, contradictions, oublis)
- Questionner la place de l'EFTP dans ce document
- Proposer une ou deux recommandations pour une mise en œuvre plus réaliste ou équitable

Format attendu : Document Word, 4 à 5 pages, police lisible, interligne 1,5.

Travail de groupe – TP : Simulation d'une réunion de coordination éducative

Consigne

Par groupe de 4 ou 5, vous allez simuler une **réunion de coordination éducative locale** entre différents acteurs (État, ONG, association de parents, entreprise, direction d'école). Chaque membre du groupe incarnera un rôle. Le but est de débattre d'un projet de développement de l'EFTP dans une commune semi-rurale.

Vous devez :

- Préparer un scénario réaliste (contexte socioéconomique, enjeux locaux, problème à résoudre)
- Construire un argumentaire pour chaque rôle en fonction des intérêts de l'acteur représenté
- Organiser et filmer la réunion (15 minutes max), en respectant les codes d'un échange institutionnel
- Intégrer des éléments de tension, de négociation et de compromis

- Conclure avec une proposition finale concertée (ou non...)

Format attendu : Vidéo filmée de la simulation (entre 10 et 15 minutes), à remettre via lien Drive. Tous les membres doivent être visibles et actifs dans l'enregistrement.

ENSET MRTDDEFTP

Chapitre 3 – Inégalités sociales, représentations et parcours éducatifs

Disparités d'accès à l'éducation selon le genre, le territoire, la classe sociale

L'accès à l'éducation en Afrique de l'Ouest reste profondément marqué par des inégalités sociales, géographiques et de genre. Malgré les efforts menés pour généraliser la scolarisation de base, l'entrée, le maintien et la réussite dans le système éducatif ne sont pas vécus de manière équitable par tous les enfants et les jeunes.

Le genre constitue un facteur déterminant. Dans certaines zones rurales ou contextes religieux conservateurs, les filles rencontrent davantage de difficultés à accéder à l'école secondaire ou à des formations longues. Le mariage précoce, la charge domestique, les violences sexistes à l'école, les stéréotypes sur les capacités des filles à réussir en mathématiques ou dans les métiers techniques constituent autant d'obstacles invisibles mais puissants.

Le territoire joue également un rôle majeur. Les écarts entre milieux urbains et ruraux sont flagrants : absence d'infrastructures, éloignement des établissements, manque d'enseignants qualifiés, conditions d'étude précaires... autant de réalités qui freinent la scolarisation dans les zones défavorisées. À cela s'ajoutent parfois des logiques de marginalisation ethnique ou linguistique, quand la langue d'enseignement ne correspond pas à celle parlée dans la communauté.

Enfin, la classe sociale influence directement la trajectoire éducative. Les familles disposant d'un capital économique ou culturel élevé peuvent accompagner leurs enfants, payer des cours privés, accéder à de "meilleures" écoles, orienter stratégiquement les choix de formation. À l'inverse, les enfants issus de milieux défavorisés sont plus exposés à l'échec, à la sortie précoce du système ou à des orientations subies. La formation professionnelle, dans ce contexte, est parfois perçue comme une voie de relégation plutôt qu'un choix positif.

Représentations sociales de l'école et de la formation professionnelle

L'école n'est pas seulement un lieu d'apprentissage, elle est aussi un symbole social, porteur de significations fortes pour les individus et les communautés. Ces représentations influencent profondément les attitudes vis-à-vis de l'éducation et les parcours des apprenants.

Dans de nombreuses familles, l'école est perçue comme une "porte de sortie" de la pauvreté, un moyen de promotion sociale ou de distinction. Mais cette image peut aussi être ambivalente : lorsque les diplômés restent sans emploi, lorsqu'on constate une inadéquation entre formation et réalité du marché, la confiance dans le système s'effrite. L'école devient alors synonyme de frustration, d'attente non satisfaite, voire d'illusion.

La formation professionnelle, quant à elle, souffre souvent d'un déficit d'image. Elle est fréquemment associée à l'échec scolaire, au manque d'intelligence, ou à un choix par défaut. Peu valorisée dans les discours publics ou médiatiques, elle n'est pas toujours considérée comme une voie de réussite. Ces représentations dévalorisantes peuvent influencer l'orientation, la motivation des jeunes, et même le regard que portent les enseignants eux-mêmes sur les élèves de ces filières.

Comprendre ces représentations, les déconstruire, en proposer d'autres, constitue un enjeu central pour toute réforme de l'EFTP.

Normes et attentes sociales vis-à-vis de l'éducation

Chaque société porte en elle un ensemble de normes explicites ou implicites qui structurent la manière dont elle pense et attend l'éducation. Ces normes concernent l'âge auquel un enfant doit aller à l'école, les disciplines jugées nobles ou utiles, les métiers considérés comme "honorables", la manière d'apprendre, le rôle de l'enseignant, le comportement attendu de l'élève, etc.

En Afrique de l'Ouest, ces normes sont façonnées par des traditions anciennes, des modèles coloniaux, des influences religieuses, mais aussi par les dynamiques contemporaines : mondialisation, urbanisation, accès aux réseaux sociaux, valorisation de

la réussite individuelle. Ce mélange crée parfois des tensions : entre autorité traditionnelle et esprit critique, entre éducation communautaire et système scolaire formel, entre aspirations locales et logiques de compétition mondiale.

Les attentes sociales vis-à-vis de l'école sont elles aussi multiples. Certaines familles attendent d'elle qu'elle transmette le respect, d'autres qu'elle prépare à un emploi, d'autres encore qu'elle permette la réussite aux concours de la fonction publique. Ces attentes hétérogènes peuvent générer des incompréhensions ou des frustrations, surtout lorsque l'école ne répond pas à ces objectifs perçus.

Les déterminants familiaux, culturels et communautaires

L'environnement immédiat de l'enfant – sa famille, sa culture, sa communauté – joue un rôle fondamental dans son rapport à l'école. Les recherches en sociologie de l'éducation montrent que les pratiques éducatives familiales, les aspirations parentales, les modèles de réussite proposés dans l'entourage ont une influence directe sur la trajectoire scolaire.

Une famille lettrée qui valorise la lecture, pose des questions à l'enfant, l'encourage à prendre la parole, favorisera le développement d'un habitus scolaire compatible avec les attentes du système. À l'inverse, une famille qui, faute de capital scolaire, ne peut accompagner les devoirs ou décoder les règles implicites de l'école peut sans le vouloir freiner la réussite de son enfant.

Mais la culture au sens large joue aussi : certaines communautés valorisent l'apprentissage par l'observation, la répétition, l'expérience, davantage que par la parole ou l'abstraction. Le choc entre ces modes d'apprentissage et ceux imposés par l'école peut créer des malentendus pédagogiques. De même, certaines traditions éducatives communautaires peuvent entrer en conflit avec le modèle scolaire formel (rôles genrés, autorité, participation...).

Il est donc crucial de tenir compte de ces déterminants pour proposer une éducation plus inclusive, mieux ajustée aux réalités vécues par les apprenants.

Phénomènes de marginalisation et de stigmatisation scolaire

Lorsque le système éducatif ne parvient pas à intégrer pleinement certains publics, il contribue à produire des formes de marginalisation : élèves en décrochage, jeunes en échec, enfants non scolarisés, populations discriminées pour leur genre, leur handicap, leur origine, etc.

Cette marginalisation peut prendre des formes visibles (exclusion, redoublement, orientation vers des filières dévalorisées) ou plus subtiles (désintérêt des enseignants, faible estime de soi, auto-censure). Elle est souvent renforcée par des mécanismes de stigmatisation : l'élève est étiqueté comme "paresseux", "turbulent", "irrécupérable", et finit par intérioriser ce regard négatif. Ces étiquettes influencent non seulement sa réussite, mais aussi la manière dont il se perçoit et se projette dans l'avenir.

Dans certaines écoles, les inégalités sont même intégrées comme naturelles : on attend moins d'un enfant rural, d'un enfant issu d'une minorité, ou d'une fille. Ce traitement différencié, même involontaire, reproduit les rapports de domination sociale.

L'enjeu d'une éducation équitable, en EFTP comme ailleurs, est donc aussi un enjeu de reconnaissance, de lutte contre les discriminations, et de changement des représentations collectives.

Travail individuel – Devoir : Mon parcours éducatif à la lumière des inégalités sociales

Consigne :

Rédigez un récit personnel ou semi-fictionnalisé (4 à 5 pages) dans lequel vous racontez un **parcours éducatif marqué par des inégalités sociales**, en vous appuyant sur les concepts abordés dans ce chapitre.

Vous pouvez raconter votre propre histoire, celle d'un proche, ou inventer un personnage crédible. Vous devez :

- Présenter le contexte social, familial et territorial du personnage
- Décrire les obstacles rencontrés (genre, pauvreté, stigmatisation, représentations, etc.)
- Analyser les mécanismes de marginalisation à l'œuvre, avec un regard sociologique
- Réfléchir aux leviers ou aux ressources qui ont permis (ou non) de surmonter ces obstacles

Format attendu : Document Word, 4 à 5 pages, narratif mais analytique.

Travail de groupe – TP : Cartographie sociale des représentations de l'EFTP

Consigne

:

En groupes de 4 à 5 étudiants, réalisez une **cartographie des représentations sociales de la formation professionnelle** dans différents milieux sociaux (quartier populaire, classe moyenne urbaine, zone rurale, etc.).

Vous devrez :

- Choisir trois profils de personnes à interroger (ex. : artisan, parent d'élève, jeune sans emploi, enseignant, etc.)
- Construire une grille d'entretien simple mais ciblée
- Mener des mini-entretiens (filmés ou retranscrits) auprès de ces profils
- Identifier les représentations dominantes : valorisation, stigmatisation, attentes, images associées à l'EFTP
- Produire une **affiche ou un schéma explicatif** présentant vos résultats (mots-clés, citations, nuage de mots, tableaux...)

Format attendu :

- Une affiche ou carte mentale illustrée (format .pdf ou imprimé)
- Un court rapport explicatif (2 pages maximum, Word)
- Annexes : extraits des entretiens ou vidéos (liens Drive ou audio)

ENSET MRTDDEFT

Chapitre 4 – Dynamiques sociologiques de l'EFTP dans la région

Histoire et évolution de l'EFTP en Afrique de l'Ouest

L'enseignement technique et la formation professionnelle (EFTP) n'ont pas toujours occupé une place centrale dans les systèmes éducatifs ouest-africains. Historiquement, ils ont longtemps été considérés comme des voies "inférieures", destinées à ceux qui échouaient dans les filières générales, ou comme des dispositifs fonctionnels formant rapidement une main-d'œuvre pour des métiers manuels, souvent dévalorisés. Cette perception trouve son origine dans la période coloniale, où les filières techniques servaient surtout à répondre aux besoins des administrations ou des entreprises coloniales.

Après les indépendances, les États ont d'abord concentré leurs efforts sur la scolarisation de masse dans l'enseignement général. L'EFTP est resté en marge des priorités éducatives, avec des structures sous-financées, peu intégrées dans les politiques nationales, et souvent en inadéquation avec les réalités économiques locales.

Ce n'est qu'à partir des années 2000 que les gouvernements, sous l'impulsion des organismes internationaux, ont commencé à revaloriser l'EFTP, en le considérant comme un levier pour l'insertion socioprofessionnelle des jeunes. Des stratégies nationales de développement de l'EFTP ont été adoptées dans plusieurs pays, intégrant la question des compétences, de la certification, de l'alternance, de la modularisation ou encore du partenariat avec les entreprises. Toutefois, ce changement de posture politique ne s'est pas toujours traduit concrètement sur le terrain, et l'EFTP continue de faire face à de nombreux défis.

Profils et réalités des publics en formation professionnelle

Les apprenants de l'EFTP en Afrique de l'Ouest constituent un public diversifié, souvent éloigné des standards scolaires classiques. On y retrouve des jeunes issus de milieux modestes, des élèves en rupture avec l'école formelle, des femmes en reconversion, des artisans cherchant à valider leurs compétences, des adultes en quête de réinsertion professionnelle ou encore des jeunes déscolarisés précocement.

Cette hétérogénéité rend la formation professionnelle à la fois riche et complexe. Elle suppose une capacité d'adaptation des dispositifs, une attention aux besoins spécifiques de chaque profil, et une compréhension fine des trajectoires individuelles.

Les motivations des apprenants sont également très variées. Certains espèrent acquérir une compétence monnayable rapidement, d'autres visent une certification pour renforcer leur statut social ou accéder à l'emploi formel. Mais beaucoup arrivent aussi avec des doutes, des freins personnels, une faible estime de soi ou des représentations dépréciatives de la voie professionnelle. Le rôle des formateurs devient alors crucial : au-delà de la transmission de savoir-faire, ils doivent soutenir, motiver, sécuriser les parcours.

Défis vécus dans les établissements d'EFTP (infrastructures, encadrement, motivations)

Sur le terrain, les établissements de formation professionnelle se heurtent à de multiples contraintes. Les infrastructures sont souvent vétustes ou inadaptées aux exigences des métiers d'aujourd'hui : ateliers sous-équipés, plateaux techniques obsolètes, manque d'électricité ou de connexion internet, absence de dispositifs de sécurité. Ces conditions rendent parfois difficile l'apprentissage concret et mettent les formateurs dans une position inconfortable.

L'encadrement pose aussi problème. Les formateurs manquent souvent de formation pédagogique, d'opportunités de perfectionnement technique, de soutien institutionnel. Leurs conditions de travail (salaire, statut, reconnaissance) sont loin d'être optimales, ce qui peut affecter leur engagement ou leur disponibilité.

Du côté des apprenants, les problèmes de motivation ne sont pas rares. Certains sont arrivés là par défaut, sans réel projet professionnel. D'autres sont freinés par des contraintes économiques (besoin de travailler en parallèle, manque de moyens pour les transports, pression familiale). L'absence de stages, de suivi individualisé ou de perspectives concrètes d'emploi peut accentuer le décrochage ou la démobilisation.

Malgré cela, de nombreuses initiatives locales montrent que des marges d'innovation existent, à condition de replacer l'apprenant au centre, de renforcer les liens avec le tissu

économique, et de penser l'établissement comme un espace d'accompagnement global, pas seulement de formation technique.

Enjeux d'insertion, de reconversion et de valorisation des parcours techniques

L'un des objectifs principaux de l'EFTP est de favoriser l'insertion professionnelle. Mais cette insertion n'est pas toujours linéaire ni garantie. Le marché du travail dans de nombreux pays ouest-africains est fortement informel, saturé dans certains secteurs, et instable. Les formations suivies ne débouchent pas toujours sur des emplois durables, et les jeunes formés doivent parfois créer eux-mêmes leur activité.

La reconversion professionnelle est également un enjeu croissant, notamment pour les adultes ou les jeunes sortis précocement du système scolaire. L'EFTP peut leur offrir une deuxième chance, mais à condition que les dispositifs soient accessibles, souples, adaptés aux rythmes de vie des adultes, et connectés aux réalités économiques locales.

Quant à la valorisation des parcours techniques, elle reste un défi culturel. Dans l'imaginaire collectif, les métiers manuels ou techniques restent souvent associés à un faible statut social. L'enjeu est donc aussi symbolique : revaloriser ces filières, changer les représentations, promouvoir des réussites dans l'EFTP, encourager la fierté des compétences pratiques.

Pratiques innovantes et dispositifs adaptés

Face à ces défis, des pratiques innovantes émergent dans la région. Il peut s'agir de centres de formation intégrés dans des coopératives artisanales, de formations modulaires en alternance avec les entreprises, de dispositifs de reconnaissance des acquis de l'expérience (RAE), de formations mobiles ou communautaires, ou encore de programmes ciblant les filles et les femmes en zones rurales.

L'innovation ne réside pas uniquement dans la technologie, mais aussi dans la posture éducative : pédagogie de projet, formation par les pairs, accompagnement psychosocial, formation entrepreneuriale, collaboration entre enseignants techniques et formateurs en développement personnel.

Ces initiatives montrent que l'EFTP peut être repensée autrement, à condition d'écouter les publics, de s'adapter aux contextes, et de sortir d'un modèle unique. C'est par une compréhension sociologique de ces réalités que les futurs acteurs du secteur pourront proposer des solutions plus justes, efficaces et enracinées.

Travail individuel – Devoir : Portrait sociologique d'un établissement d'EFTP

Consigne :

Choisissez un établissement de formation professionnelle que vous connaissez (de près ou de loin), et réalisez un **portrait sociologique** de celui-ci (4 à 5 pages). Ce travail peut reposer sur vos observations, des témoignages, ou des documents publics.

Le portrait devra inclure :

- Une présentation générale de l'établissement (localisation, filières, public accueilli)
- Une description des conditions matérielles et humaines (locaux, équipements, encadrement)
- Une analyse des profils d'apprenants et des difficultés qu'ils rencontrent
- Une réflexion sur les enjeux d'insertion professionnelle
- Une courte conclusion critique sur les leviers d'amélioration possibles

Format attendu : Document Word, 4 à 5 pages, écrit de manière analytique mais accessible.

Travail de groupe – TP : Diagnostic filmé d'un problème concret en EFTP

Consigne :

En groupe de 3 à 4 personnes, réalisez une **courte vidéo de diagnostic** (5 à 7 minutes) portant sur un **problème réel ou plausible rencontré dans un établissement d'EFTP**

(ex. : abandon des filles en première année, panne des équipements, manque de stages, conflits formateurs/apprenants, absentéisme, orientation subie, etc.).

Vous devrez :

- Construire un scénario basé sur des faits réalistes (témoignages, expériences, recherches)
- Présenter clairement le problème identifié et son contexte sociologique
- Illustrer ce problème par une mise en situation (jouée ou narrée)
- Proposer **2 à 3 pistes d'action concrètes et argumentées**
- Clore la vidéo avec un message de sensibilisation ou une ouverture sur une réflexion

Format attendu : Vidéo de 5 à 7 minutes, format .mp4, avec tous les membres visibles.

Un mini script ou résumé écrit (1 page max) doit être fourni en complément.

Chapitre 5 – Éducation, travail et développement : tensions et ajustements

Les liens entre formation, emploi et croissance économique

Dans les discours politiques comme dans les stratégies de développement, la formation est souvent présentée comme un moteur de croissance économique. En théorie, un système de formation performant alimente le marché du travail en ressources humaines qualifiées, ce qui favorise la productivité, l'innovation, la compétitivité et, à terme, l'élévation du niveau de vie. Mais en réalité, les liens entre formation et emploi sont bien plus complexes et souvent fragiles.

En Afrique de l'Ouest, le chômage des jeunes diplômés, notamment issus de l'enseignement supérieur ou général, illustre ces tensions. Le fait d'avoir été formé ne garantit pas un emploi ; inversement, de nombreux jeunes non qualifiés accèdent à des activités économiques informelles. L'adéquation entre les systèmes de formation et les besoins du marché est donc loin d'être acquise.

Dans ce contexte, l'EFTP occupe une position stratégique. Il vise précisément à rapprocher l'école et l'emploi, en outillant les apprenants avec des compétences pratiques, opérationnelles, immédiatement mobilisables. Pourtant, il ne suffit pas de former pour insérer : encore faut-il que l'économie soit capable d'absorber les sortants, que les filières soient bien choisies, et que les conditions de travail permettent une insertion digne.

Compétences clés recherchées par les marchés locaux

Les marchés du travail ouest-africains sont majoritairement informels, dynamiques mais instables, et souvent dominés par des micro-entreprises, de l'auto-emploi ou des initiatives familiales. Dans ce contexte, les compétences réellement mobilisées ou attendues ne sont pas toujours celles promues dans les référentiels de formation.

Les employeurs recherchent souvent des profils polyvalents, adaptables, capables de résoudre des problèmes concrets, de gérer une activité de manière autonome, ou d'interagir avec des clients. Le savoir-faire technique reste central, mais il est rarement

suffisant. Les compétences dites transversales – ponctualité, rigueur, communication, sens du service, capacité à apprendre en continu – sont tout aussi essentielles.

Par ailleurs, avec la transformation progressive des économies africaines, de nouveaux secteurs émergent ou se développent : énergies renouvelables, agriculture moderne, économie numérique, artisanat de qualité, services à la personne, BTP urbain. Ces secteurs appellent des compétences spécifiques, souvent absentes des anciens référentiels.

Il devient donc urgent d'écouter les acteurs économiques locaux, d'analyser les besoins réels du terrain, et d'adapter en conséquence les parcours de formation, les stages, les certifications, mais aussi les approches pédagogiques.

Désajustement entre les formations et les besoins socioéconomiques

L'un des grands problèmes identifiés dans l'analyse des systèmes d'EFTP réside dans le désajustement persistant entre l'offre de formation et la demande du marché. Ce décalage peut se manifester de plusieurs façons.

Parfois, les formations proposées ne correspondent pas aux réalités économiques locales. On forme à des métiers saturés, ou au contraire, on ignore certains secteurs en expansion. Il arrive aussi que les contenus soient trop théoriques, ou basés sur des technologies dépassées. Dans d'autres cas, les enseignants eux-mêmes ne sont pas au courant des évolutions du marché, faute de formation continue ou de lien avec le monde professionnel.

À cela s'ajoute la faible capacité de planification stratégique des systèmes éducatifs : le manque de données fiables, l'absence de dispositifs de veille sur les mutations du marché, ou encore la fragmentation institutionnelle limitent la capacité des États à piloter efficacement l'EFTP.

Ce désajustement a des conséquences directes : perte de motivation des apprenants, sentiment d'inutilité de la formation, difficultés d'insertion, gaspillage de ressources, démotivation des formateurs, ou encore méfiance croissante envers les filières techniques.

Stratégies d'alignement entre offre de formation et demande du marché

Face à ce constat, plusieurs stratégies peuvent être mises en œuvre pour améliorer l'alignement entre formation et emploi. D'abord, il est essentiel de construire des **partenariats solides avec le monde économique** : les entreprises, les chambres de métiers, les coopératives doivent être associées à l'identification des besoins, à l'élaboration des curricula, et à l'accueil des stagiaires.

Ensuite, les systèmes de formation doivent devenir plus **flexibles et réactifs**. Cela implique d'adopter une approche modulaire, de prévoir des passerelles entre filières, de reconnaître l'expérience acquise sur le terrain, et de permettre des parcours individualisés.

La mise en place d'observatoires de l'emploi et de l'insertion est également cruciale. Ces structures permettent de collecter des données sur les parcours des diplômés, d'identifier les secteurs porteurs, de mesurer l'efficacité des formations, et d'éclairer les choix politiques.

Enfin, il est important de renforcer les capacités des formateurs à travailler en lien avec les réalités économiques : formation duale, stages en entreprise, échanges entre écoles et artisans, ou encore dispositifs d'innovation pédagogique axés sur des projets concrets.

Rôle de l'EFTP dans les dynamiques de développement territorial

L'EFTP ne se joue pas seulement au niveau national ou macro-économique. Il peut aussi devenir un levier de développement territorial, à condition d'être pensé en lien avec les spécificités locales. Dans une commune rurale, un centre de formation en agroécologie peut dynamiser l'économie agricole, stabiliser les jeunes, valoriser les ressources naturelles. En zone urbaine, une filière de maintenance informatique peut répondre aux besoins croissants des services et du commerce.

Penser l'EFTP à l'échelle du territoire, c'est reconnaître que chaque zone a ses besoins, ses atouts, ses contraintes. Cela suppose de faire émerger des **filieres ancrées localement**, d'impliquer les collectivités, les acteurs communautaires, les producteurs, les artisans, dans la gouvernance de la formation. Cela invite aussi à articuler l'EFTP avec

d'autres politiques publiques : aménagement du territoire, environnement, jeunesse, emploi, entrepreneuriat.

Une telle approche demande une vision intégrée, capable de lier formation, activité économique et cohésion sociale. C'est dans cette perspective que la sociologie peut éclairer les choix à faire : en révélant les dynamiques sociales, les freins culturels, les imaginaires professionnels, mais aussi les opportunités de transformation.

Travail individuel – Devoir : Analyse critique d'une filière de formation technique

Consigne :

Choisissez une **filière de formation professionnelle existante** dans votre pays (ex. : mécanique moto, couture, maintenance informatique, agroalimentaire, etc.) et réalisez une **analyse critique** de son lien avec le marché du travail local.

Votre dossier (4 à 5 pages) devra :

- Décrire la filière : contenu, durée, profil des apprenants, débouchés prévus
- Identifier les compétences réellement demandées dans le secteur
- Analyser les éventuels écarts entre formation et emploi
- Proposer deux pistes d'amélioration (contenus, méthodes, partenariats, insertion)

Format attendu : Document Word, 4 à 5 pages, avec titres intermédiaires et exemples concrets.

Travail de groupe – TP : Étude de cas territoriale filmée

Consigne :

En groupes de 4 personnes, réalisez une **vidéo d'étude de cas** sur un **exemple d'articulation réussie ou problématique entre une formation technique et le développement économique local** dans une ville ou une commune.

Vous devez :

- Choisir un cas réel ou plausible (centre de formation, coopérative, projet communal, etc.)
- Identifier les forces et les limites du lien entre formation et emploi
- Interroger un acteur local (formateur, apprenant, artisan, maire, etc.) si possible
- Proposer des leviers concrets d'alignement formation-développement
- Conclure la vidéo par une synthèse claire et engageante

Format attendu :

Vidéo de 6 à 8 minutes (format .mp4), avec au moins 3 interventions filmées et une narration claire.

Un mini-dossier accompagnateur (2 pages, Word) devra présenter la démarche.

Chapitre 6 – Produire du savoir pour transformer l'action éducative

Place de la recherche en sociologie de l'éducation

La recherche en sociologie de l'éducation ne vise pas simplement à produire du savoir académique pour les bibliothèques ou les colloques. Elle a une finalité sociale, éducative, politique : comprendre pour transformer. Elle permet d'éclairer les dysfonctionnements du système, de révéler des logiques invisibles, de rendre visibles des expériences passées sous silence, d'interroger les normes dominantes, de documenter les pratiques innovantes.

En Afrique de l'Ouest, cette dimension est encore plus cruciale, car les décisions éducatives sont souvent prises à partir de données externes, de modèles importés ou de logiques administratives détachées du terrain. Produire des recherches localisées, situées, ancrées dans les réalités vécues par les apprenants, les formateurs, les familles, devient alors une nécessité politique.

Les recherches sociologiques menées sur l'éducation dans la région ont permis, entre autres, de documenter l'impact des inégalités sociales sur les trajectoires scolaires, de mieux comprendre les effets de la langue d'enseignement, d'analyser les perceptions sociales de l'EFTP ou de décortiquer les causes profondes du décrochage. Ces savoirs peuvent nourrir des choix pédagogiques plus justes, des politiques plus cohérentes, et des pratiques plus sensibles aux enjeux de terrain.

Méthodes d'enquête et étude de cas sur l'éducation en Afrique de l'Ouest

Faire de la sociologie de l'éducation, c'est entrer dans une démarche rigoureuse d'enquête, d'observation, d'analyse. Les outils sont nombreux : entretiens semi-directifs, questionnaires, observations participantes, analyse documentaire, récits de vie, groupes de discussion, étude de cas, cartographies sociales, etc. Le choix de la méthode dépend toujours de la question que l'on se pose, du contexte et du type de public visé.

L'étude de cas est particulièrement pertinente dans nos contextes. Elle permet d'explorer en profondeur une situation singulière – un établissement, un programme, une trajectoire

– pour en dégager des enseignements plus larges. À travers une étude de cas bien construite, on peut mieux saisir la complexité d'un problème éducatif, en croisant différents points de vue, en reconstituant les dynamiques sociales à l'œuvre, en tenant compte des dimensions culturelles, institutionnelles, économiques.

Il ne s'agit pas seulement de produire des données, mais aussi de les restituer, de les mettre en débat, de les rendre utiles aux acteurs de terrain. La recherche sociologique devient alors un outil de médiation, de conscientisation, voire d'empowerment.

Innovations éducatives et expérimentations locales

Les innovations éducatives ne viennent pas toujours d'en haut. Bien souvent, ce sont les acteurs de terrain – enseignants, directeurs, formateurs, associations, maires, parents – qui inventent des solutions face aux défis du quotidien. Ces innovations sont parfois modestes, informelles, discrètes, mais elles témoignent d'une intelligence pédagogique ancrée dans la réalité.

On trouve, par exemple, des dispositifs de tutorat entre pairs dans les centres de formation, des ateliers mobiles pour jeunes déscolarisés, des programmes de formation intégrés dans des coopératives artisanales, des expériences de formation en langue locale, ou encore des outils numériques créés localement pour faciliter l'apprentissage.

Ces expérimentations sont précieuses. Elles montrent qu'il est possible d'adapter la formation aux réalités culturelles, économiques et sociales des territoires. Mais elles restent souvent invisibles, non documentées, isolées. Les répertorier, les étudier, les valoriser est un enjeu fondamental pour nourrir des politiques éducatives plus inventives et ancrées.

Bonnes pratiques et leçons tirées de projets pilotes

Les projets pilotes initiés dans certains pays de la sous-région, souvent avec le soutien d'ONG ou d'agences internationales, peuvent constituer des laboratoires intéressants. Mais pour que ces initiatives ne restent pas des "bulles d'innovation" sans impact durable,

il faut en tirer des leçons, les analyser avec rigueur, comprendre ce qui a fonctionné (ou non), pourquoi, pour qui, et à quelles conditions.

Une "bonne pratique" ne se décrète pas. Elle se construit dans l'expérience, la réflexivité, la confrontation au réel. Ce qui fonctionne dans une zone urbaine peut échouer en zone rurale. Ce qui réussit avec un groupe de jeunes motivés peut ne pas convenir à des publics adultes en reconversion. C'est pourquoi la sociologie permet d'aller au-delà des effets d'annonce : elle interroge les conditions sociales de réussite d'une innovation, sa transférabilité, ses limites.

En valorisant ces bonnes pratiques, en les partageant, en les confrontant, les acteurs de l'EFTP peuvent apprendre les uns des autres, construire des réseaux, nourrir une culture commune du changement.

Vers une sociologie de l'action : documenter pour agir en EFTP

Au terme de ce parcours, il devient clair que la sociologie n'est pas un luxe académique, ni une science froide. Elle peut et doit être mise au service de l'action éducative, à condition d'être rigoureuse, située, engagée.

Documenter ce que vivent les apprenants, analyser les pratiques des formateurs, rendre compte des tensions dans les établissements, mettre en lumière les initiatives locales : autant d'actions qui permettent de mieux comprendre pour mieux transformer. Il ne s'agit pas d'opposer théorie et pratique, mais de les faire dialoguer, pour une éducation plus juste, plus humaine, plus efficace.

L'enjeu, pour les professionnels de l'EFTP, est donc de développer une posture réflexive, de ne pas se contenter de reproduire des schémas hérités, mais d'oser interroger, tester, adapter, en s'appuyant sur les savoirs produits par la recherche comme sur les savoirs issus de l'expérience.

Travail individuel – Devoir : Mini-enquête sur une pratique éducative locale

Consigne :

Réalisez une **mini-enquête de terrain** sur une pratique éducative locale (formelle ou informelle), liée à l'EFTP ou à un apprentissage communautaire.

Vous devez :

- Choisir une situation concrète : centre de formation, atelier d'artisan, initiative associative, classe, stage, etc.
- Réaliser au moins **deux entretiens** (formateur, apprenant, responsable, etc.)
- Rédiger une analyse sociologique de 5 pages : contexte, enjeux, originalité, forces et limites
- Proposer une réflexion sur ce que cette pratique peut inspirer d'un point de vue plus large

Format attendu : Document Word, 5 pages maximum, avec citations issues des entretiens et interprétation sociologique structurée.

Travail de groupe – TP final : Capsule vidéo – Une innovation éducative à documenter

Consigne :

Par groupe de 4 personnes, identifiez une **initiative éducative innovante** dans votre environnement (centre, quartier, entreprise, association, collectivité...). Il peut s'agir d'une action formelle ou informelle, d'un projet pilote, d'une expérimentation réussie, ou même d'une tentative avortée mais intéressante.

Vous devrez :

- Documenter cette initiative à travers **une enquête brève** (observation, entretiens, analyse de documents)

- Réaliser une **capsule vidéo de 6 minutes maximum** présentant :
 - Le contexte et les objectifs de l'innovation
 - Les acteurs impliqués
 - Les résultats observés (forces, limites)
 - Les leçons à tirer pour l'EFTP dans votre région

Format attendu :

- Vidéo montée (max. 6 minutes), avec commentaires oraux clairs et structurés
- Rapport écrit de synthèse (2 pages, Word), avec bibliographie ou sources citées

Conclusion générale

Penser l'éducation à travers le prisme de la sociologie, c'est accepter de déplacer son regard. C'est comprendre que l'école, la formation professionnelle, les parcours d'apprentissage ne sont jamais neutres, jamais isolés des dynamiques sociales, économiques, culturelles et politiques qui les traversent. Ce que vit un apprenant, ce que propose un centre de formation, ce que décide une politique publique ne peut se comprendre qu'en replaçant ces éléments dans leur contexte.

Tout au long de ce cours, nous avons exploré les réalités éducatives en Afrique de l'Ouest en nous appuyant sur les outils de la sociologie. Nous avons observé les inégalités d'accès et de parcours, les représentations sociales qui valorisent ou stigmatisent certaines filières, les tensions entre formation et emploi, les défis structurels rencontrés par l'EFTP, mais aussi les nombreuses initiatives locales, les innovations silencieuses, les formes d'intelligence pédagogique trop souvent ignorées.

Ce parcours nous a permis de dépasser une vision purement institutionnelle de l'éducation pour en saisir la dimension humaine, sociale, territoriale. Il a aussi mis en lumière le potentiel transformateur de la sociologie : non pas pour critiquer sans agir, mais pour **analyser afin de mieux intervenir**, pour comprendre afin de mieux accompagner, pour documenter afin de mieux construire.

Être acteur de l'EFTP aujourd'hui, que l'on soit enseignant, formateur, coordonnateur ou décideur, exige donc plus que de la technicité. Cela demande une posture réflexive, une conscience sociale, une capacité à interroger les évidences, à écouter les publics, à s'adapter aux contextes. Cela suppose aussi de croire que l'on peut faire autrement, que chaque territoire peut générer ses propres solutions, à condition que les pratiques soient pensées, outillées, évaluées.

C'est dans cette démarche exigeante mais féconde que la sociologie de l'éducation trouve sa pleine utilité : non comme un savoir figé, mais comme une boussole pour orienter l'action éducative dans un monde en mutation.

Fiche récapitulative des devoirs et travaux pratiques

Titre de l'activité	Type	Format attendu	Travail individuel ou de groupe
Analyse d'un fait éducatif sous l'angle sociologique	Devoir	Document Word (3 à 4 pages)	Individuel
Enquête filmée sur les représentations sociales de l'EFTP	TP	Vidéo (.mp4 ou .mov, 5 min)	Groupe
Lecture critique d'un document de politique éducative	Devoir	Document Word (4 à 5 pages)	Individuel
Simulation d'une réunion de coordination éducative	TP	Vidéo filmée (10–15 min)	Groupe
Mon parcours éducatif à la lumière des inégalités sociales	Devoir	Document Word (4 à 5 pages)	Individuel
Cartographie sociale des représentations de l'EFTP	TP	Affiche illustrée + rapport (2 pages)	Groupe
Portrait sociologique d'un établissement d'EFTP	Devoir	Document Word (4 à 5 pages)	Individuel
Diagnostic filmé d'un problème concret en EFTP	TP	Vidéo (5 à 7 min) + mini-script	Groupe
Analyse critique d'une filière de formation technique	Devoir	Document Word (4 à 5 pages)	Individuel
Étude de cas territoriale filmée	TP	Vidéo (6 à 8 min) + mini-dossier	Groupe
Mini-enquête sur une pratique éducative locale	Devoir	Document Word (5 pages)	Individuel
Capsule vidéo – Une innovation éducative à documenter	TP final	Vidéo (6 min max) + rapport (2 pages)	Groupe

Parcours Pédagogique

Chapitre 1 – Fondements de la sociologie de l'éducation en Afrique de l'Ouest

- **Notions abordées :**

- Définition et objets de la sociologie de l'éducation
- Origines historiques et grandes approches (Durkheim, Bourdieu, Becker...)
- Spécificités ouest-africaines : héritages coloniaux, langues, inégalités, modèles éducatifs
- Apports de la sociologie pour comprendre l'EFTP
- Éducation et transformation sociale

- **Devoir (individuel)**

Analyse d'un fait éducatif sous l'angle sociologique

→ **Document Word (3 à 4 pages)**

- **TP (groupe)**

Enquête filmée sur les représentations sociales de l'EFTP

→ **Vidéo (5 min) + grille d'entretien**

Chapitre 2 – Structures éducatives, acteurs et politiques publiques

- **Notions abordées :**

- Organisation des systèmes éducatifs ouest-africains
- Acteurs éducatifs : État, ONG, PTF, familles, syndicats...
- Logiques institutionnelles, gouvernance et décentralisation

- Réformes récentes, priorités budgétaires et EFTP

- **Devoir (individuel)**

Lecture critique d'un document de politique éducative

→ **Document Word (4 à 5 pages)**

- **TP (groupe)**

Simulation filmée d'une réunion de coordination éducative

→ **Vidéo (10 à 15 min)** avec jeu de rôle et scénario préparé

Chapitre 3 – Inégalités sociales, représentations et parcours éducatifs

- **Notions abordées :**

- Inégalités d'accès : genre, territoire, classe sociale
- Représentations sociales de l'école et de l'EFTP
- Normes sociales, attentes, rôles des familles et communautés
- Marginalisation, stigmatisation scolaire, reproduction

- **Devoir (individuel)**

Mon parcours éducatif à la lumière des inégalités sociales

→ **Document Word (4 à 5 pages)**

- **TP (groupe)**

Cartographie sociale des représentations de l'EFTP

→ **Affiche illustrée (PDF) + rapport explicatif (2 pages) + entretiens filmés ou retranscrits**

Chapitre 4 – Dynamiques sociologiques de l'EFTP dans la région

- **Notions abordées :**

- Évolution historique de l'EFTP
- Profils et réalités des publics
- Défis vécus dans les établissements
- Insertion, reconversion, valorisation des filières
- Innovations éducatives locales

- **Devoir (individuel)**

Portrait sociologique d'un établissement d'EFTP

→ **Document Word (4 à 5 pages)**

- **TP (groupe)**

Diagnostic filmé d'un problème concret en EFTP

→ **Vidéo (5 à 7 min) + mini-script écrit (1 page max)**

Chapitre 5 – Éducation, travail et développement : tensions et ajustements

- **Notions abordées :**

- Formation, emploi et croissance économique
- Compétences clés, inadéquation formation/emploi
- Stratégies d'alignement avec le marché
- Rôle territorial de l'EFTP

- **Devoir (individuel)**

Analyse critique d'une filière de formation technique

→ **Document Word (4 à 5 pages)**

- **TP (groupe)**

Étude de cas territoriale filmée

→ **Vidéo (6 à 8 min) + mini-dossier (2 pages Word)**

Chapitre 6 – Produire du savoir pour transformer l'action éducative

- **Notions abordées :**

- Place de la recherche en sociologie de l'éducation
- Méthodes d'enquête et étude de cas
- Innovations éducatives et pratiques locales
- Bilan critique et sociologie de l'action éducative

- **Devoir (individuel)**

Mini-enquête sur une pratique éducative locale

→ **Document Word (5 pages max)**

- **TP final (groupe)**

Capsule vidéo – Une innovation éducative à documenter

→ **Vidéo (max 6 min) + rapport écrit (2 pages)**